Les circulations militantes entre Paris et Londres : antiracisme et anti-apartheid

Maître de conférences en histoire et civilisation britanniques, université
Paris-Diderot

Mélanie Torrent

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/9117>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.9117

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2019

Pagination : 35-45

ISBN : 978-2-919040-45-2

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mélanie Torrent, « Les circulations militantes entre Paris et Londres : antiracisme et anti-apartheid », *Hommes & migrations* [En ligne], 1325 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 07 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/9117> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.9117>

Les circulations militantes entre Paris et Londres: antiracisme et anti-apartheid

Mélanie Torrent,

maître de conférences en histoire et civilisation britanniques, université Paris-Diderot.

Des années 1960 à la fin des années 1980, la France et le Royaume-Uni ont connu l'essor des mouvements antiracistes et anti-apartheid. L'écriture d'une histoire connectée permet de resituer les acteurs associatifs et les réseaux militants de ces combats politiques, idéologiques et culturels. De la lutte contre le régime de Pretoria au soutien de la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983, de l'action de l'Anti-Apartheid Movement (AAM) à celle du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), les militants questionnent leurs stratégies et leurs objectifs respectifs. Leurs échanges de part et d'autre de la Manche laissent apparaître des connexions transnationales méconnues.

La parution de *Black London: The Imperial Metropolis and Decolonization in the Twentieth Century* de Marc Matera en 2015 et de *Europeanising Spaces in Paris, c. 1947-1962* de Hugh McDonnell en 2016¹ reflète la place grandissante accordée à Londres et à Paris comme vecteurs, creusets et symboles des transformations postcoloniales, à la croisée des dynamiques de globalisation et d'eupéanisation, des renégociations identitaires individuelles et collectives et des dialogues transnationaux – des plus conservateurs aux plus radicaux. La redéfinition des deux grandes capitales impériales avec les indépendances politiques

au XX^e siècle, sous l'effet de circulations multiples de part et d'autre de la Manche, a également suscité un renouveau de l'histoire des relations franco-britanniques. Si l'étude des mouvements transnationaux en Europe a d'abord concerné les élites et le cadre institutionnel de l'Union européenne, l'analyse des processus de socialisation, transferts et hybridation au-delà des cercles des élites connaît un essor

1. Voir Marc Matera, *Black London: The Imperial Metropolis and Decolonization in the Twentieth Century*, Oakland, University of California Press, 2015 ; Hugh McDonnell, *Europeanising Spaces in Paris, c. 1947-1962*, Liverpool, Liverpool University Press, 2016.

important, notamment sur des grandes causes internationales – comme la Campagne pour le désarmement nucléaire, mais aussi l'antiracisme et les mouvements anti-apartheid, qui ont accompagné les processus de décolonisation. Sur ces questions, l'histoire connectée est précieuse en ce qu'elle cherche à retracer l'incidence intellectuelle et matérielle des circulations sur l'espace politique et socio-culturel, affinant ainsi les comparaisons entre France et Royaume-Uni et la définition d'une sphère « nationale ».

Le Mouvement anti-apartheid (Anti-Apartheid Movement, AAM) qui naît à Londres en 1960 trouve ses racines dans diverses organisations britanniques mobilisées pour la réforme de l'Empire et la promotion des droits (de l'homme et des peuples), s'inscrivant largement dans une opposition morale – héritière des grandes campagnes pour l'abolition du commerce triangulaire et de l'esclavage – au racisme d'État en Afrique du Sud. Mais la constitution de l'AAM est aussi le résultat direct d'une double mobilisation africaine : à Accra en 1958, lors de la Conférence de tous les peuples africains qui appelle au boycott des produits sud-africains ; et à Londres, lorsque le Committee of African Organisations, rassemblant plusieurs associations d'étudiants africains, initie ce même boycott, d'où émerge directement l'AAM. Jusqu'à l'abolition de l'apartheid, l'AAM est confronté à deux questions. D'une part, au lendemain des attaques menées en 1958 par des groupes d'extrême droite contre les communautés caribéennes de Notting Hill, se pose d'emblée la question des liens entre mobilisations antiracistes et anti-apartheid. Si c'est bien l'anti-apartheid qui est l'objet premier, et très souvent exclusif, des actions, quelles positions sont adoptées sur les autres manifestations du racisme, au Royaume-Uni et ailleurs, et quel rôle les populations immigrées ainsi que leurs enfants ont-ils dans ces mobilisations ? D'autre part, les militantismes au Royaume-Uni s'organisent dans le cadre plus large du combat international mené par les Sud-Africains en exil en appui à la lutte, y compris armée, au sein des frontières sud-africaines². Se pose ainsi, de même que pour les groupes français, la question d'un engagement antiraciste sur les questions de politique intérieure – d'autant plus fortement que le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) est l'un des interlocuteurs français réguliers de l'AAM à Londres. Au-delà d'un engagement contre les politiques de leurs gouvernements respectifs qui, tout en dénonçant l'apartheid, coopèrent avec Prétoria par intérêt militaire,

stratégique et commercial dans le contexte de la Guerre froide, les groupes français et britanniques sont amenés à échanger sur les objectifs et les moyens d'action. Pas plus que les groupes français, l'AAM n'est initialement un mouvement de masse : le journal qu'il publie à partir de 1965, *Anti-Apartheid News*, a une circulation de 7 000 à 10 000 exemplaires environ dans les années 1960. C'est entre 1984 et 1989, sous l'effet combiné des grandes campagnes d'opinion et de l'évolution des événements en Afrique du Sud, que l'AAM enregistre le plus grand nombre d'adhésions (de 4 000 en 1984 à environ 18 000 en 1987-1988)³.

Si la majorité des recherches s'est jusqu'à présent centrée sur la coopération gouvernementale et non gouvernementale entre la France et le régime sud-africain⁴, de nouveaux travaux ont émergé sur les mouvements français contre l'apartheid⁵. En parallèle, une nouvelle génération d'historiens au Royaume-Uni reconsidère les trajectoires du mouvement anti-apartheid, qui avaient souvent été écrites par les militants eux-mêmes, ainsi que les croisements entre mobilisations antiracistes en France et au Royaume-Uni⁶. Ce sont ces doubles connexions – entre deux espaces nationaux, France et Royaume-Uni, et entre deux champs d'action, antiracisme et anti-apartheid – que cette contribution interroge : elle retrace ainsi les moteurs, les limites et les résultats des échanges mis au jour par les acteurs et les historiens, avant de conclure sur les perspectives offertes pour l'histoire des sociétés postcoloniales dans ces métropoles impériales devenues villes globales.

2. Le nombre de Sud-Africains vivant en Angleterre et au Pays de Galles passe de 27 500 en 1951 à 68 000 en 1991 ; Elizabeth M. Williams, *The Politics of Race in Britain and South Africa. Black British Solidarity and the Anti-Apartheid Struggle*, Londres, I.B. Tauris, 2015, p. 113.

3. *Ibid.*, p. 114. Ces chiffres ne concernent que les adhésions individuelles (en 1988-1989, on compte aussi environ 1 291 organisations membres – syndicats et autres).

4. Chris Alden et Jean-Pascal Daloz (dir.), *Paris, Pretoria and the African Continent: The International Relations of States and Societies in Transition*, Basingstoke, Macmillan, 1996.

5. Anna Konieczna, « La France, l'Afrique du Sud et les solidarités transnationales : l'activité du premier mouvement anti-apartheid français (1960-1974) », in Emma Bell et Jean-Marie Ruiz (dir.), *Les nouvelles formes de contestation*, Chambéry, Éditions université Savoie Mont Blanc, 2017.

6. Voir, par exemple, Rob Skinner, « Struggles on the page: British antiapartheid and radical scholarship », in *Radical History Review*, n° 119, 2014, pp. 216-231, et Daniel A. Gordon, « French and British antiracists since the 1960s : a rendez-vous manqué ? », in *Journal of Contemporary History*, vol. 50, n° 3, 2015, pp. 606-631.

Des origines anticolonialistes, des espaces partagés, des actions distinctes

Entre Paris et Londres, les circulations militantes en faveur de l'égalité des peuples ne sont guère nouvelles au tournant des années 1960. Suite à la première conférence panafricaine à Londres en 1900, puis à la série de Congrès panafricains initiée à Paris (1919) puis Londres (1921), les deux capitales sont le lieu de rencontres fertiles entre militants anti-impérialistes venus des colonies des deux empires. Le Trinidadien George Padmore et le Malien Tiemoko Garan Kouyaté échangent ainsi à Paris dans les années 1930, à l'heure où le mouvement panafricain et, plus généralement, les nationalistes anticolonialistes remettent en question la coopération avec des groupes (des cercles communistes aux libéraux) pour qui la libération coloniale et l'égalité raciale sont

envisagées à moyen terme, parfois comme secondaires et parfois instrumentalisées, et qui marginalisent, plus ou moins consciemment, l'agentivité des populations colonisées.

Les solidarités panafricaines sont ainsi initialement une forte composante des mobilisations trans-Manche contre l'apartheid. Au sein du bureau de l'AAM, la Sud-Africaine Rosalynde Ainslie fait appel à Alioune Diop, qui dirige la revue *Présence africaine* et coordonne les activités du Comité pour la justice et l'égalité en Afrique du Sud fondé en mars 1960, pour introduire le militant sud-africain Kadar Amal dans les cercles parisiens⁷. Plus largement, c'est dans les milieux parisiens qui ont milité pour

7. Ainslie à Diop, 25 juillet 1960, Archives de l'Anti-Apartheid Movement/AAM 2327.

l'indépendance de l'Algérie et qui ont soutenu le Front de libération nationale (FLN) qu'on trouve les personnalités les plus engagées⁸, la mobilisation contre l'apartheid se faisant ainsi au croisement de l'anti-colonialisme, de l'antiracisme et du tiers-mondisme, et à travers diverses sensibilités politiques et religieuses. L'Union nationale des étudiants de France (Unef), la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) et les membres du Comité Audin sont actifs dans la création du Comité français de liaison contre l'apartheid en 1963, de même que la Ligue des droits de l'Homme, le Mrap et la Ligue de l'enseignement⁹. Les racines anticolonialistes du mouvement anti-apartheid français sont clairement soulignées dans *Anti-Apartheid News*, où transparaît l'aura des intellectuels engagés personnellement dans la guerre d'indépendance de l'Algérie¹⁰ et que reflète l'une des grandes figures du Comité français, l'avocat Jean-Jacques de Félice.

« Sur la question de l'apartheid, les militants en France et au Royaume-Uni concentrent leurs actions sur leurs élites politiques nationales respectives.

La coopération, cependant, est avant tout pensée sur un mode international, plutôt que transnational, et, en cela aussi, elle est l'héritière des mouvements anticoloniaux des années 1950. Face au bilan mitigé du Congrès des peuples contre l'impérialisme, fondé en 1948 à Puteaux et coordonné par un bureau de représentants européens, africains et asiatiques, l'action anticolonialiste, comme celle du Movement for Colonial Freedom (MCF) créé à Londres en 1954, resserre son action de façon pragmatique, alors même que le démantèlement de tous les empires européens demeure un objectif central. L'agenda politique anticolonial est extrêmement chargé et seule une connaissance fine des terrains, à la fois coloniaux et métropolitains, pourra donner aux anticolonialistes une chance d'influencer les politiques des gouvernements, à travers la préparation des débats parlementaires sur ces questions, où les députés associés au MCF (dont une vingtaine sont réellement actifs) auront alors la possibilité d'agir. Si le Mouvement justice et liberté Outre-Mer, créé à Paris en 1955 et qui regroupe socialistes, chrétiens de gauche et indépendants, s'inspire explicitement du MCF et fait suite à une correspondance suivie avec son secrétariat, il n'est plus question de créer un

mouvement trans-Manche. Comme l'affirme alors son secrétaire Jean Rous : « *L'essentiel de l'action doit s'adapter au milieu intéressé : Londres, Paris, Amsterdam, Bruxelles. L'époque a d'ailleurs condamné les organisations interstructurelles trop centralisées*¹¹. » De même sur la question de l'apartheid, les militants en France et au Royaume-Uni concentrent leurs actions sur leurs élites politiques nationales respectives, qui peuvent influencer les votes à l'Organisation des Nations unies ou le commerce avec l'Afrique du Sud, et sur leurs propres sociétés, l'Afrique australe étant bien moins connue en France qu'au Royaume-Uni (où elle reste aussi, ceci étant, loin des préoccupations de la majorité de la population). Les représentants de l'AAM qui assistent à la Conférence internationale des mouvements anti-apartheid d'Europe, organisée à Paris en mai 1967 par le Comité français, sont impressionnés par le développement du mouvement français, mais l'impact leur paraît mince : la majorité des délégués sont français, les principales actions concrètes envisagées concernent surtout la France. Les orateurs sud-africains, comme Albie Sachs, sont déjà bien connus des Britanniques¹². Inversement, des divergences sur la place à accorder à l'engagement religieux conduisent le révérend John Collins de l'International Defence and Aid Fund, qui récolte des fonds pour des projets de développement en Afrique australe, à abandonner l'idée de créer une branche en France en collaboration avec le comité français¹³.

Les circulations entre Paris et Londres sont également, sans surprise, tributaires des compétences linguistiques. L'intérêt de l'AAM pour la

8. Anna Konieczna, *op. cit.*, pp. 126-130.

9. Voir aussi Meredith Terreta, « Une campagne d'opinion contre l'apartheid : l'affaire de la greffe du cœur (1968) », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 115-116, 2015, pp. 52-62.

10. Le journal publie en première page la lettre de soutien aux prisonniers sud-africains suite au procès Rivonia, où figurent plusieurs personnalités françaises, tandis que la lettre signée par le président algérien Ben Bella et plusieurs membres du réseau Jeanson est reproduite dans le même numéro ; *Anti-Apartheid News*, mars 1964.

11. Jean Rous, « La conférence de Bandoeng et l'importance d'un mouvement anticolonialiste en Europe », Premier bulletin d'informations du Comité d'initiative pour un Mouvement pour la justice et la liberté Outre-Mer, mai 1955, p. 3-4, Archives nationales, Fonds Marceau Pivert, 559AP/38.

12. PV du comité exécutif, 9 mars et 11 mai 1967, AAM/66. L'AAM note cependant son intérêt pour les cercles parisiens mobilisés pour les prisonniers politiques au Portugal, au Mozambique et en Angola.

13. Anna Konieczna, *op. cit.*, p. 140.

coopération avec la France vient en partie de l'espoir que les publications en français toucheront un public beaucoup plus large dans le monde (et en particulier en Afrique) francophone, et une part importante de la correspondance entre l'AAM et ses interlocuteurs en France concerne l'échange de documentation sur les réalités sud-africaines. Mais la traduction du livret *South Africa's Defence Strategy*, rédigé en 1969 par Abdul Minty, ne paraît en français qu'en 1971, grâce à la section internationale de la CGT. La militante anti-apartheid Jacqueline Dérens souligne qu'au milieu des années 1970, son engagement dans l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique, après avoir rencontré à la Fête de l'Humanité le journaliste marocain Abdou Berrada qui tenait le stand du journal sud-africain *Sechaba*, fut d'autant plus précieux qu'elle était angliciste de formation.

La politisation des questions de migration et de discrimination au Royaume-Uni

L'environnement politique dans lequel évoluent les mouvements britanniques et français influence également les possibilités de coopération. Si le Royaume-Uni et la France favorisent l'immigration des travailleurs coloniaux après 1945, les deux pays prennent dans les années 1960 des options bien distinctes, à la fois en matière d'immigration et de luttes contre les discriminations. Là où la France met fin à la libre circulation des citoyens des anciens territoires français en 1974, le Parlement britannique sous majorité conservatrice impose des restrictions à l'immigration des citoyens des pays du Commonwealth dès 1962, avec un système de permis de travail favorisant les employés les plus qualifiés, assorti lors des lois ultérieures de 1968 et de 1971 de conditions de parenté. Votées dans le contexte des crises en Afrique de l'Est, avec l'arrivée au Royaume-Uni des populations d'origine indo-pakistanaise, les lois de 1968 et 1971, préparées par un gouvernement travailliste puis conservateur, visent de fait l'ensemble des populations de couleur de l'ancien empire britannique. La loi de 1962, fondée sur une redéfinition restrictive de la « britannicité », entraîne aussi chez les populations originaires des Caraïbes et d'Asie du Sud un rejet – ou tout au moins un certain scepticisme ou un désintéressement – pour le Commonwealth¹⁴, quand bien même l'Afrique du Sud s'en est retirée en 1961 sous la pression de la majorité des États membres, pour qui l'apartheid est contraire aux valeurs de l'organisation.

Mais, par « *un double interventionnisme d'État*¹⁵ », les gouvernements travaillistes allient à la restriction de l'immigration des lois antidiscriminatoires (les Race Relations Act de 1965, 1968 et 1976). Là où les gouvernements français considèrent l'intégration par « *le prisme de considérations sanitaires et humanitaires* »

“ Si l'antiracisme est, dans une certaine mesure, institutionnalisé, les mouvements antiracistes ne peuvent ignorer le soutien de la gauche travailliste aux restrictions migratoires.

jusqu'aux premières mesures de lutte contre le racisme en 1972, la question est politisée bien plus tôt au Royaume-Uni, où l'intégration se pense alors sur la base de « *la lutte contre la discrimination raciale, couplée à une tolérance certaine envers l'expression des différences culturelles dans l'espace public*¹⁶ ». Mais si l'antiracisme est, dans une certaine mesure, institutionnalisé, les mouvements antiracistes ne peuvent ignorer le soutien de la gauche travailliste aux restrictions migratoires et les limites des lois dites « sur les relations raciales » à une époque où les discriminations sur la base de la couleur restent prégnantes, y compris dans les syndicats. Le refus du gouvernement d'Harold Wilson d'intervenir militairement contre le gouvernement de Ian Smith qui proclame unilatéralement en novembre 1965 l'indépendance de la Rhodésie du Sud, fondée sur l'oppression de la majorité noire par la minorité blanche, suscite de nouvelles mobilisations, tout comme la montée du British National Front (créé en 1967). Le véritable tournant dans la politisation des identités ethniques au Royaume-Uni est sans doute le discours dit « des rivières de sang », prononcé en avril 1968 par le député conservateur Enoch Powell, favorable à un arrêt de l'immigration et opposé aux lois antidiscriminatoires proposées par les travaillistes – « l'autre 1968 », pour reprendre l'expression de Bill Schwarz¹⁷.

14. Camilla Schofield, *Enoch Powell and the Making of Postcolonial Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, p. 155, 192.

15. Vincent Latour, *Le Royaume-Uni et la France au test de l'immigration et à l'épreuve de l'intégration : 1930-2012*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2014, p. 136.

16. *Ibid.*, p. 120.

17. Bill Schwarz, « "The only white man in there": the racialisation of England, 1956-1968 », in *Race & Class*, vol. 38, n° 1, 1996, pp. 65-78.

Une mobilisation plus militante au Royaume-Uni

Entre 1965 et 1968, une série d'articles dans *Anti-Apartheid News* critique les dérives de la politique britannique et met en garde contre « l'importation de l'apartheid » au Royaume-Uni. L'éditorial de mars 1968 dénonce ainsi le Commonwealth Immigrants Act de 1968 comme un « crime » raciste contre les citoyens du Commonwealth et contre les Britanniques eux-mêmes, dont la réputation internationale et les relations sociétales ne pourront que pâtir¹⁸. Mais au niveau national, les programmes de l'AAM restent exclusivement centrés sur l'Afrique australe. Les mobilisations conjointes ont plutôt lieu dans certains comités AAM locaux, ou sont menées par d'autres organisations. Le MCF, par exemple, milite contre l'apartheid et les discriminations au Royaume-Uni, prenant une part active aux manifestations de masse organisées contre le fascisme et le racisme en 1968 et 1969, en lien avec la Campaign Against Racial Discrimination (CARD), fondée en 1964. Surtout, de nouvelles organisations militantes émergent au sein des communautés noires au Royaume-Uni en réaction au printemps 1968, à l'instar de la Black People's Alliance, Black Unity et du Black Workers' Co-ordinating Committee.

« Entre 1965 et 1968, une série d'articles dans *Anti-Apartheid News* critique les dérives de la politique britannique et met en garde contre « l'importation de l'apartheid » au Royaume-Uni.

Dans son ouvrage sur les relations entre anti-apartheid et antiracisme au Royaume-Uni, Elizabeth Williams rectifie ainsi deux grandes tendances dans l'histoire des mobilisations¹⁹ : bien avant la création du Black and Ethnic Minority (BEM) Committee en 1987-1989 au sein de l'AAM, les minorités au Royaume-Uni se mobilisent en faveur de l'Afrique australe ; et avant que le Congrès national africain (African National Congress, ANC) ne soit un partenaire incontournable dans les années 1980, par pragmatisme autant que par idéologie, plusieurs groupes soutiennent plutôt le Pan-African Congress, dont le programme envisagé post-apartheid, tout en reconnaissant l'égalité des individus, est bien plus radical pour la promotion active des populations noires. Là où la West Indian Standing Conference, établie dans les années 1950, ou le Black Parents

Movement, créé en 1975, acceptent une collaboration suivie avec l'AAM, d'autres comme le Afro-Caribbean Self-Help Group, la Black Action for the Liberation of South Africa (BALSA) et le All-African People's Revolutionary Party (A-ARP), inspiré du panafricanisme de Nkrumah, s'y opposent, les revendications des populations noires ne pouvant être exprimées que par elles-mêmes.

Ces divisions rendent, dans une certaine mesure, les circulations franco-britanniques plus difficiles, d'autant que le mouvement anti-apartheid français est lui aussi fragmenté au tournant des années 1970, traversé par deux grandes contradictions, à la fois générationnelle, post-1968, et idéologique sur l'ensemble de la période, en particulier entre les différentes tendances de la gauche française – le parti communiste et le parti socialiste unifié étant les plus actifs²⁰. Deux autres limites viennent contraindre les coopérations : la relation à l'idée du « retour » chez les populations immigrées et leurs descendants ; et la relation au modèle américain. Ainsi, jusqu'au milieu des années 1970, quand la nouvelle législation sur l'immigration et la nationalité encouragea ceux qui le pouvaient à acquérir la nationalité française, l'idée d'un retour ultérieur dans le pays d'origine était partagée par beaucoup. À l'inverse, au Royaume-Uni, un tel retour n'était que plus rarement envisagé, la distinction entre nationalité et citoyenneté donnant aux citoyens du Commonwealth des droits politiques (dont le droit de vote, d'être éligibles et de se constituer en association) et sociaux sur la même base que les ressortissants britanniques. Darius Howe, le rédacteur en chef de la revue *Race Today*, précisait ainsi que les solutions proposées par l'Union générale des travailleurs sénégalais en France, dont il avait interviewé le leader, ne sauraient être applicables aux communautés noires au Royaume-Uni²¹. Parallèlement, l'intérêt des militants en France et au Royaume-Uni est parfois davantage centré sur les États-Unis – comme terrain d'expression du racisme et modèle de lutte – que sur l'autre côté de la Manche. Pour *Anti-Apartheid News*, en dehors de l'Afrique australe et après le Royaume-Uni, ce sont les États-Unis qui sont le principal centre d'intérêt

18. Editorial, « Importing apartheid », in *Anti-Apartheid News*, mars 1968, p. 1.

19. Elizabeth Williams, *op. cit.*

20. Anna Konieczna, *op. cit.*, p. 138.

21. Daniel A. Gordon, « French and British », *op. cit.*, p. 613.

dans les années 1960²², de même que pour les groupes comme Balsa et le A-APRP qui s'inspirent du Black Power, notamment après la visite de Malcolm X en 1965 et de Stokely Carmichael en 1967. Parallèlement, le racisme aux États-Unis (et le néonazisme en République fédérale d'Allemagne) forme un motif récurrent de la revue du Mrap *Droit et liberté*, qui ne s'intéresse que ponctuellement aux événements britanniques, qu'il s'agisse des lois antidiscriminatoires ou des violences physiques et verbales à caractère raciste²³. La défiance française face aux Américains et aux « anglophones », notée par Abdou Berrada en 1971²⁴, demeure également prégnante dans les années 1980. Enfin, c'est le racisme – plutôt que les initiatives antiracistes – qui continue de dominer les regards franco-britanniques dans la presse.

Les réseaux de lutte et d'information entre Paris et Londres

La coopération contre l'apartheid, cependant, est bien réelle et se manifeste sous deux facettes au moins. D'une part, le réseau dit des « London recruits », mis en place par Ronnie Kasrils et plusieurs militants sud-africains envoyés à Londres par l'ANC en 1965, participe activement à la lutte en Afrique du Sud. Grâce à des militants blancs, recrutés dans les milieux étudiants et l'extrême gauche (souvent engagés aussi dans d'autres campagnes comme le mouvement de solidarité avec le Vietnam), leur objectif est de faire exploser en Afrique du Sud des bombes contenant des tracts anti-apartheid. Pour les groupes autour de Ronnie Kasrils, Joe Slovo et Alexandre Moumbaris, le territoire français sert alors au convoi de matériel essentiel, comme en témoignent Bob Newland et Katherine Levine : envoi de matériel radio interdit au Royaume-Uni à l'époque, transferts de valises à double fonds entre Londres et plusieurs adresses parisiennes²⁵... L'organisation est alors facilitée par des liens politiques et personnels (la mère de Moumbaris habite Paris, sa femme est française et lui-même, né en Égypte, d'origine grecque et ayant circulé entre l'Australie, le Royaume-Uni et la France, connaît bien le terrain). Pour ces militants, l'engagement se fait alors sur la double base d'une solidarité de classe et d'une opposition à l'oppression sur des critères « raciaux ».

Il s'agit aussi, pour ces militants et pour un plus grand nombre d'individus, de contrer la propagande de l'Ambassade sud-africaine à Paris et la relative apathie des médias français, grâce à l'échange

d'informations. Dans les années 1970, l'AAM est en contact régulier avec Abdou Berrada du Comité contre l'apartheid en Afrique australe au sein du Mrap, avec Marie-José Moumbaris, qui fonde le Bureau d'information sur l'Afrique australe dans le 15^e arrondissement de Paris après l'arrestation et la condamnation de son mari à la prison en Afrique du Sud en 1973, mais aussi avec les étudiants de l'université de Vincennes, dont l'intérêt pour l'Afrique australe est aussi suscité par l'indépendance des colonies portugaises en 1974-1975 et le conflit qui ravage alors l'Angola. Dans les années 1980, les époux Moumbaris font aussi la liaison entre l'AAM à Londres et la CGT, qui cherche à apporter des preuves matérielles des ventes d'armes françaises à l'Afrique du Sud²⁶ et qui est également préoccupée par deux considérations croisées : la condition des travailleurs sud-africains et les importations de charbon sud-africain alors même que ferment les mines françaises²⁷.

Au début des années 1980, les nouvelles générations issues de l'immigration génèrent de nouvelles dynamiques de part et d'autre de la Manche²⁸, portées aussi par les événements politiques. Pour Vijay Krishnarayan, âgé de 20 ans en 1983, la nouvelle loi sur la nationalité votée en 1981 par le gouvernement Thatcher, ainsi que les émeutes à Brixton (Londres), Toxteth (Liverpool) et Chapeltown (Leeds) furent des facteurs déterminants dans son double engagement, contre le racisme et contre l'apartheid²⁹. L'AAM, comme son secrétaire Mike Terry l'écrit à Thatcher, ne saurait « *rester silencieux quand une loi raciste est introduite* » dans la constitution³⁰. La présence d'un stand de l'AAM pour la libération de Mandela au carnaval de Notting Hill peu après reflète ces évolutions³¹, tandis que la création du comité BEM résulte en partie des circulations entre anti-apartheid et

22. Voir le rapport annuel d'octobre 1967-juillet 1968, AAM/14.

23. Daniel A. Gordon, « French and British », *op. cit.*, p. 613.

24. Abdou Berrada à de Keyser, 21 août 1971, AAM/2327.

25. Ken Keable (dir.), *London Recruits : The Secret War against Apartheid*, Londres, The Merlin Press, 2012.

26. Moumbaris a repris ses activités suite à son évasion en 1979.

27. Jacqueline Dérens, *Nous avons combattu l'apartheid*, Paris, Non lieu, 2006, pp. 43-44.

28. Cathy Lloyd, « Citoyenneté et antiracisme en France et en Grande-Bretagne », in *Hommes & Migrations*, n° 1193, 1995, p. 13.

29. Ellie McDonald, « Interview with Vijay Krishnarayan », www.aamarchives.org, 17 septembre 2013.

30. Elizabeth Williams, *op. cit.*, p. 147.

31. *Ibid.*, p. 138.

antiracisme dans le quartier de Hackney à Londres. En France, suite à l'élection de François Mitterrand, l'ANC ouvre un bureau à Paris et travaille en collaboration avec les mairies d'Arcueil (alors dirigée par le maire communiste Marcel Trigon) et de Montreuil. Le premier numéro de *Différences*, qui émane en partie du Mrap, contient alors un article sur le groupe *The Clash*, lié à la Anti-Nazi League et à Rock Against Racism, fondé en 1976. Après le choc tragique de l'assassinat en 1985 de la représentante de l'ANC Dulcie September, qui se savait menacée par les services sud-africains, Solly Smith prend la relève.

« C'est surtout dans les mouvements antiracistes (plutôt que spécifiquement anti-apartheid) que les connexions transnationales les plus fortes ont été identifiées.

Tout ne conduit pas à des initiatives conjointes franco-britanniques, quand bien même les événements sont mentionnés. Les conséquences violentes du racisme à Londres servent ainsi à mettre en garde le public français, à l'image de la lettre ouverte publiée dans *Le Monde* en soutien à la grève de la faim contre l'expulsion de Hamid Boukhrouma et intitulée « Brixton en France ? »³². C'est aussi le racisme en France, notamment après la poussée du Front national en 1983 et l'expérience du racisme par des visiteurs britanniques noirs en France, qui fait les grands titres à Londres. Par ailleurs, les divisions entre les communistes de l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (Afasp) et le reste du mouvement anti-apartheid demeurent un obstacle récurrent à une amplification du mouvement français, en interne et avec l'extérieur. Lors des obsèques de Dulcie September, de la veillée funèbre à la Maison des métallos de la CGT, rue Jean-Pierre Timbaud, au cimetière du Père Lachaise, les membres de l'AAM venus de Londres sont témoins des violences physiques entre les jeunes communistes et des membres de SOS Racisme en marge du cortège³³. Les communistes apportent un soutien exclusif à l'ANC (le Congrès panafricain, PAC, ayant dès les années 1950 refusé toute alliance avec le Parti communiste sud-africain) et refusent de soutenir les campagnes de boycott (vues comme un moyen d'action d'inspiration anglo-saxonne, impropre à l'environnement français); la mobilisation sans précédent en faveur du jeune communiste Pierre-André

Albertini, arrêté pour collaboration avec l'ANC en Afrique du Sud en 1986, suscite des critiques de la part de l'ANC pour qui le sort de *tous* les prisonniers est vital³⁴.

Une socialisation transnationale dans les mouvements antiracistes

C'est surtout dans les mouvements antiracistes (plutôt que spécifiquement anti-apartheid) que les connexions transnationales les plus fortes ont été identifiées. Si les premières mesures de l'ère Mitterrand entraînent un certain optimisme parmi les militants de Race Today à Londres, les conflits sociaux, comme la grève de l'usine Talbot à Poissy, impulsent un nouvel élan aux coopérations antiracistes entre Paris et Londres. C'est lors de sa visite en France suite à la grève que Howe prend conscience de l'impact de la Marche pour l'égalité et contre le racisme et des luttes menées par les grévistes d'origine nord-africaine, et se lie avec Mogniss Abdallah, fondateur de Rock Against Police (RAP)³⁵, qui rencontre également l'éditeur-militant John La Rose à la International Book Fair of Radical Black and Third World Books de Londres, organisée par les trois éditeurs londoniens spécialisés, New Beacon Books, Race Today Publications et Bogle-L'Ouverture Publications.

La critique formulée par le RAP à l'encontre des concerts consuméristes de Hyde Park ou de l'hippodrome de Pantin le distingue de Rock Against Racism, mais le rapproche aussi – même si les critiques sont avant tout adressées aux militants en France³⁶ – des organisations qui voient avec méfiance les grands concerts anti-apartheid, comme une édulcoration de la lutte antiraciste. À Londres, les relations sont facilitées par la personnalité de La Rose, « *un universaliste qui rejetait les versions étroitement nationalistes ou essentialistes de l'identité noire* », et par le fait que, dans les années 1980, l'utilisation militante de l'identité « noire » au Royaume-Uni pour signifier une unité d'oppression politique et économique est

32. Voir aussi « Brixton : les noirs anglais », in *Différences*, mai 1981.

33. Les cendres de Dulcie September sont cependant remises à sa famille. Voir Dérens, *op. cit.*, p. 63.

34. Jacqueline Dérens, *op. cit.*, p. 31, 53.

35. Daniel A. Gordon, « Les marches vues du Royaume-Uni », in *Migrations Société*, numéro spécial « Les Marches de 1983, 1984 et 1985 entre histoire, mythe et héritages », n° 159-160, 2015, pp. 152-153.

36. Daniel A. Gordon, « French and British », *op. cit.*, p. 616.

partiellement remise en cause et laisse ainsi plus de place à l'expression des différences – des populations d'origine indienne au Royaume-Uni, mais aussi de l'identité « beur » en France³⁷.

Les douze foires du livre, de 1982 à 1991, sont un lieu de socialisation transnationale important. Abdallah, qui représente aussi l'agence IM'Media, y rencontre William Tafeani, venu lui aussi de France, le panafricaniste sud-africain Vusu Mchunu et Nii Addy, venu d'Allemagne. Il y fait aussi la connaissance du Trinidadien C. L. R. James, qui lui obtient alors une copie en français de son grand ouvrage sur la révolution haïtienne, *The Black Jacobins*, publié par les éditions caribéennes à Paris³⁸. Si Gordon note un décalage générationnel³⁹, il conclut que l'antiracisme à Londres a bien une influence sur les mouvements français, et que c'est à travers des militants qui n'ont pas forcément une place centrale dans leur propre sphère nationale que les circulations les plus transnationales et les plus fertiles émergent. Darcus Howe produit ainsi le premier documentaire « Licence to

Kill » pour la série *Bandung File* sur Channel 4, sur les meurtres de jeunes Arabes en France, tandis que Race Today et le Black Parents Movement soutiennent la campagne pour Nordine Mechta et Wahid Hachichi, tués à Lyon⁴⁰. Les circulations militantes sont aussi soutenues par le partage de références culturelles communes. Si c'est souvent par la musique, certains organes de presse (comme le *West Indian World*) ou certaines émissions (*Black on Black* à la télévision et

37. *Ibid.*, pp. 620-621.

38. Voir le témoignage de Mogniss Abdallah in Sarah White, Roxy Harris et Sharmilla Beezmohun (dir), *A Meeting of the Continents : The International Book Fair of Radical Black and Third World Books. Revised History, Memories, Organisation and Programmes 1982-1995*, Londres, New Beacon Books, 2005, p. 33, 38.

39. Les jeunes parisiens se lient aux « figures quasi paternelles » des militants londoniens plutôt qu'avec les deuxièmes générations, alors même qu'ils rejettent les points de vue de leurs aînés en France. Voir Daniel A. Gordon, « French and British », *op. cit.*, p. 621.

40. Mogniss Abdallah, *op. cit.*

Black Londoners à la radio) que la cause anti-apartheid éveille l'intérêt des jeunes d'origine africaine, caribéenne ou indienne au Royaume-Uni⁴¹, Abdallah souligne deux facteurs importants dans son expérience du développement de liens trans-Manche : un goût effectivement partagé pour Lindon Kwezi Johnson, The Specials ou The Beat ; mais surtout, l'expérience d'« *une créativité culturelle énergique et radicale* », née dans les sous-sols des logements sociaux londoniens et « *qui ressemble plus à leur expérience que les grands mouvements de masse financés par les mairies de gauche et leurs programmes culturels élitistes* »⁴². Alors que plusieurs députés d'origine africaine, caribéenne et indienne sont élus en 1987⁴³ et qu'émergent en 1983 des Black Sections au sein du Parti travailliste, les politiques d'intégration divergent des deux côtés de la Manche, comme le résume Vincent Latour : « *approche ethnisante, antidiscriminatoire et "culturelle" outre-Manche ; approche essentiellement sociale en France, teintée de prise en compte des spécificités culturelles de la "deuxième*

culturel de la France en Afrique du Sud (1990-1994) et directeur des affaires internationales de Radio France Internationale, les actions les plus symboliques en France ont eu lieu d'en haut – comme la présence de Laurent Fabius devant l'Ambassade sud-africaine le jour de l'exécution de Solomon Mahlangu en 1979 et le refus de Jacques Chirac de rencontrer Pik Botha au Mémorial sud-africain du bois Delville dans la Somme en 1986⁴⁷. Mais les nouvelles histoires connectées suggèrent que ce n'est pas simplement par le haut que les mobilisations ont eu lieu et, surtout, que c'est aussi dans les mouvements antiracistes que des initiatives véritablement transnationales ont émergé, dans des espaces comme la Book Fair de Londres où la question de l'Afrique du Sud, et de l'Afrique australe plus largement, occupait une place clé. Les échanges entre militants en France et au Royaume-Uni montrent que les tensions entre politique intérieure et relations internationales, solidarité et libération, parcourent les mouvements anti-apartheid et antiracistes. Si de nouvelles recherches comme celles d'Elizabeth Williams au Royaume-Uni montrent les divergences sur les priorités, les moyens et la légitimité des acteurs à l'échelle nationale, au-delà d'un accord sur le grand principe de l'égalité, beaucoup reste à faire à l'échelle transnationale – et l'histoire globale proposée par Rob Skinner et Anna Konieczna est fort attendue⁴⁸. L'importance des relations entre Paris et Londres ne doit pas être surestimée : les relations entre provinces britanniques⁴⁹ et françaises, mais également l'influence des autres relations européennes et des relations avec les pays non européens doivent être intégrées aux recherches actuelles sur ces transnationalismes. Jacqueline Dérens souligne

Les circulations militantes sont aussi soutenues par le partage de références culturelles communes.

génération », avec un souci affiché de lutte contre les discriminations⁴⁴ ». Dans l'ensemble, la gauche française continue à être perçue au Royaume-Uni comme peu concernée par les questions d'égalité, voire comme raciste. L'échec des relations entre SOS Racisme et les réseaux antiracistes britanniques est alors le résultat de plusieurs facteurs : une connaissance approximative des associations britanniques, SOS Racisme contactant d'abord la National Union of Students, où les immigrés étaient fort peu présents ; une approche institutionnelle, via le conseil du Grand Londres, plutôt que par la base, renforçant l'idée que SOS Racisme était une émanation de l'Élysée ; et une foi dans les médias comme vecteur d'influence, là où les Britanniques se montraient bien plus méfiants⁴⁵.

Quelques perspectives, entre solidarité et libération

Face aux organisations britanniques, néerlandaises et nordiques⁴⁶, le mouvement anti-apartheid français est restreint et les militants anti-apartheid britanniques citent souvent peu – voire pas – de cas de coopération suivie avec la France dans les entretiens disponibles. Pour Georges Lory, ancien conseiller

41. Elizabeth Williams, *op. cit.*, p. 137.

42. Mogniss Abdallah, *op. cit.*, p. 28.

43. Il s'agit des députés travaillistes Diane Abbott (née à Londres de parents jamaïcains), Paul Boateng (né à Londres d'un père ghanéen et d'une mère écossaise), Bernie Grant (né au Guyana) et Keith Vaz (né à Aden, de parents originaires de Goa).

44. Vincent Latour, *op. cit.*, p. 165.

45. Daniel A. Gordon, « French and British », *op. cit.*, p. 626.

46. Jacqueline Dérens, *op. cit.*, p. 35.

47. Georges Lory, « France's policy towards South Africa during the transitional period », in Chris Alden et Jean-Pascal Daloz (dir.), *op. cit.*, p. 175.

48. Rob Skinner et Anna Konieczna, *A Global History of Anti-Apartheid : "Forward to Freedom" in South Africa*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2019.

49. Elizabeth Williams note, par exemple, que le PAC a des soutiens plus nombreux à l'extérieur de Londres, où domine l'ANC.

ainsi l'importance de la conférence de solidarité du comité spécial de l'ONU en 1979 en Zambie, où elle voit pour la première fois Oliver Tambo. Les croisements identifiés jusqu'à présent, évoqués dans cet article, suggèrent aussi l'importance de cartographier plus précisément, à la fois entre France et Royaume-Uni et au cœur des quartiers des villes et des banlieues, les imaginaires culturels des militants anti-racistes et les impacts pratiques et matériels de leurs rencontres, par le biais d'une histoire orale de grande ampleur, multi-située, complétant les entretiens

existants. « *Pour les Anglophones* », écrivait Daniel Gordon en 2015, « *les marcheurs de 1983, de 1984 et de 1985 n'ont pas suffisamment trouvé leur place dans l'histoire: il faut les y insérer*⁵⁰ ». Est de même fondamentale l'insertion des « passeurs » du militantisme antiraciste et anti-apartheid dans l'histoire des idées, des sociétés et des relations internationales trans-Manche. ■

50. Daniel A. Gordon, « Les marches », *op. cit.*, p. 157.